

**Art. 6.** Artikel 7, § 1, derde lid, *w*), van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, ingevoegd bij de wet van 23 december 2005, wordt opgeheven.

**Art. 7.** Dit decreet, met uitzondering van artikel 5, heeft uitwerking op 1 januari 2016.  
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Namen, 20 juli 2016.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,  
M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,  
P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,  
C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,  
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,  
R. COLLIN

Nota

(1) Zitting 2015-2016.

Stukken van het Waals Parlement, 540 (2015-2016) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, openbare zitting van 19 juli 2016.

Bespreking.

Volledig verslag, openbare zitting van 20 juli 2016.

Stemming

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/203972]

### 20 JUILLET 2016. — Décret modifiant la loi du 19 juillet 1983 sur l'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

CHAPITRE I<sup>er</sup> — *Modifications de la loi du 19 juillet 1983 sur l'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés*

**Art. 2.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 19 juillet 1983 sur l'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés, modifié par la loi du 24 juillet 1987, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le Gouvernement wallon peut, après avis du Conseil économique et social de Wallonie et, le cas échéant, après avis de la commission contrat d'apprentissage industriel compétente, telle que définie à l'article 13, étendre l'application de la présente loi aux secteurs d'activités exclus en vertu de l'alinéa 2. ».

**Art. 3.** L'article 2 de la même loi, modifié par la loi du 6 mai 1998, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. Dans les entreprises qui occupent moins de cinquante travailleurs, la présente loi n'est pas d'application aux professions pour lesquelles des contrats d'alternance peuvent être conclus en application de l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles, le 24 octobre 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française et de ses arrêtés d'exécution.

Toutefois, le Gouvernement wallon peut, après avis du Conseil économique et social de Wallonie et sur proposition d'une commission contrat d'apprentissage industriel, ci-après dénommée commission C.A.I., autoriser que, dans les entreprises visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, des contrats d'apprentissage industriel, ci-après dénommés C.A.I., soient conclus en application de la présente loi pour les professions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>. ».

**Art. 4.** Dans l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, 10<sup>o</sup>, de la même loi, les mots « Les droits et » sont insérés avant les mots « les obligations ».

**Art. 5.** Dans l'article 13, alinéa 2, de la même loi, modifié par la loi du 24 juillet 1987 et modifié par la loi du 20 juillet 1992, les mots « du comité paritaire d'apprentissage compétent » sont à chaque fois remplacés par les mots « de la commission C.A.I. compétente. ».

**Art. 6.** L'article 19, alinéa 2, de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

« Sans préjudice de dispositions fixées dans une convention collective de travail rendue obligatoire par arrêté royal et à peine de nullité, il ne peut être dérogé à la responsabilité fixée aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, que par un arrêté du Gouvernement wallon et ce, uniquement en ce qui concerne la responsabilité à l'égard du patron. ».

**Art. 7.** A l'article 23, alinéa 3, de la même loi, modifié par la loi du 24 juillet 1987, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « au comité paritaire d'apprentissage compétent » sont remplacés par les mots « à la commission C.A.I. compétente »;

2° les mots « à la demande de celui-ci » sont remplacés par les mots « à la demande de celle-ci ».

**Art. 8.** A l'article 25 de la même loi, modifié par la loi du 6 mai 1998, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « le Roi fixe, après avis du Conseil national du Travail » sont remplacés par les mots « le Gouvernement wallon fixe, après avis du Conseil économique et social de Wallonie »;

2° au paragraphe 2, alinéa 3, les mots « par le Roi après avis du Conseil national du Travail » sont remplacés par les mots « par le Gouvernement wallon, après avis du Conseil économique et social de Wallonie »;

3° au paragraphe 3, les mots « Après avis du Conseil national du Travail, le Roi fixe » sont remplacés par les mots « Après avis du Conseil économique et social de Wallonie, le Gouvernement wallon fixe ».

**Art. 9.** Dans l'article 33, alinéa 2, de la même loi, modifié par la loi du 6 mai 1998, les mots « le comité paritaire d'apprentissage compétent » sont remplacés par les mots « la commission C.A.I. compétente ».

**Art. 10.** Dans l'article 34*bis* de la même loi, inséré par la loi du 20 juillet 1992, les mots « le comité paritaire d'apprentissage compétent » sont remplacés par les mots « la commission C.A.I. compétente » et les mots « le comité paritaire d'apprentissage » sont remplacés par « la commission C.A.I. compétente ».

**Art. 11.** A l'article 37*bis* de la même loi, inséré par la loi du 6 mai 1998, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, les mots « du comité paritaire d'apprentissage compétent » sont à chaque fois remplacés par les mots « de la commission C.A.I. compétente »;

2° au paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Le comité paritaire d'apprentissage compétent » sont remplacés par les mots « La commission C.A.I. compétente »;

3° au paragraphe 3, alinéa 2, les mots « le comité paritaire d'apprentissage compétent est tenu » sont remplacés par les mots « la commission C.A.I. compétente est tenue »;

4° au paragraphe 3, alinéa 3, les mots « du comité paritaire d'apprentissage » sont remplacés par les mots « de la commission C.A.I. compétente »;

5° au paragraphe 3, alinéa 4, les mots « le comité paritaire d'apprentissage est tenu » sont remplacés par les mots « la commission C.A.I. compétente est tenue »;

6° au paragraphe 4, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « le comité paritaire d'apprentissage » sont remplacés par les mots « la commission C.A.I. compétente » et les mots « qu'il fait droit au recours introduit auprès de lui » sont remplacés par les mots « qu'elle fait droit au recours introduit auprès d'elle »;

7° au paragraphe 4, alinéa 2, les mots « le comité paritaire d'apprentissage compétent » sont remplacés par les mots « la commission C.A.I. compétente »;

8° au paragraphe 5, les mots « le comité paritaire d'apprentissage compétent s'est prononcé » sont remplacés par les mots « la commission C.A.I. compétente s'est prononcée »;

9° au paragraphe 6, alinéa 2, les mots « le comité paritaire d'apprentissage s'est prononcé » sont remplacés par les mots « la commission C.A.I. compétente s'est prononcée ».

**Art. 12.** Dans l'article 40*bis* de la même loi, inséré par la loi du 6 mai 1998, les mots « le comité paritaire d'apprentissage compétent » sont remplacés par les mots « la commission C.A.I. compétente ».

**Art. 13.** A l'article 43 de la même loi, remplacé par la loi du 6 mai 1998, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « le comité paritaire d'apprentissage compétent » sont remplacés par les mots « la commission C.A.I. compétente »;

2° au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « le comité paritaire d'apprentissage compétent » sont remplacés par les mots « la commission C.A.I. compétente »;

3° au paragraphe 4, les mots « le Roi » sont remplacés par les mots « le Gouvernement wallon » et les mots « Conseil national du Travail » sont remplacés par les mots « Conseil économique et social de Wallonie ».

**Art. 14.** Dans l'article 44, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, modifié par la loi du 6 mai 1998, les mots « au secrétariat organisé conformément à l'article 49, § 3, alinéa 2 » sont remplacés par les mots « au secrétariat de la commission C.A.I. compétente ».

**Art. 15.** A l'article 47 de la même loi, remplacé par la loi du 6 mai 1998, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3, le mot « selon » est remplacé par le mot « à » et les mots « à la commission paritaire compétente » sont remplacés par les mots « à la commission C.A.I. compétente »;

2° au paragraphe 2, les mots « le Roi » sont remplacés par les mots « le Gouvernement wallon » et les mots « du comité paritaire d'apprentissage compétent » sont remplacés par les mots « de la commission C.A.I. compétente ».

**Art. 16.** A l'article 48, alinéa 2, de la même loi, modifié par la loi du 24 juillet 1987 et par la loi du 6 mai 1998, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « du Président ou du secrétariat du comité paritaire d'apprentissage compétent » sont remplacés par les mots « du Président ou du secrétariat de la commission C.A.I. compétente »;

2° à l'alinéa 4, les mots « au comité paritaire d'apprentissage compétent » sont remplacés par les mots « à la commission C.A.I. compétente ».

**Art. 17.** A l'article 49 de la même loi, remplacé par la loi du 6 mai 1998, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Des commissions C.A.I. sont instituées au niveau sectoriel et s'appuient sur des conventions-cadres de collaboration en matière d'enseignement, de formation et d'insertion professionnelle conclues entre la Région wallonne, la Communauté française et les secteurs professionnels.

Toute commission C.A.I. est composée comme suit :

1° un président désigné au niveau sectoriel;

2° un nombre équivalent de représentants des organisations représentatives des travailleurs et des organisations représentatives des employeurs, proposés au niveau sectoriel par les partenaires sociaux signataires d'une convention cadre de collaboration visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>;

3° un représentant de l'Office francophone de la formation en alternance, créé en vertu de l'accord de coopération cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles, le 24 octobre 2008, entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, ci-après dénommé, « l'O.F.F.A »;

4° un représentant de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, créé en vertu du décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, ci-après dénommé « l'I.F.A.P.M.E. »;

5° un représentant de l'Administration générale de l'Enseignement.

Les représentants visés à l'alinéa 2, 1° et 2°, disposent d'une voix délibérative.

Les représentants visés à l'alinéa 2, 3° à 5°, disposent d'une voix consultative.

La convention cadre de collaboration visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> détermine les modalités d'organisation des réunions dont la gestion du secrétariat.

Au plus tard le 31 mars de chaque année, la commission C.A.I. compétente transmet à l'I.F.A.P.M.E. un rapport reprenant au minimum le nombre de contrats d'apprentissage industriel agréés par le secteur concerné, le nombre de dérogations accordées et le nombre d'attestations de capacité acquises, délivrées, ainsi que les éléments significatifs relatifs à l'exécution des C.A.I., et à l'organisation des épreuves de fin d'apprentissage.

Sur la base du rapport établi par chaque commission C.A.I. compétente, l'I.F.A.P.M.E. transmet annuellement au Gouvernement wallon, au Conseil économique et social de Wallonie et à l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, un rapport global reprenant l'ensemble des données transmises pour chaque secteur. » ;

2° au paragraphe 2, les mots « comités paritaires d'apprentissage » sont à chaque fois remplacés par les mots « commissions C.A.I. », les mots « sous-comités paritaires d'apprentissage » sont remplacés par les mots « sous-commissions C.A.I. » et les mots « un sous-comité paritaire d'apprentissage » sont chaque fois remplacés par les mots « une sous-commission C.A.I. »;

3° au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « un certain nombre de » sont remplacés par les mots « un ou plusieurs » et les mots « des Gouvernements des Communautés » sont remplacés par les mots « du Gouvernement wallon »;

4° au paragraphe 2, alinéa 3, les mots « par le Roi » sont remplacés par les mots « par le Gouvernement wallon », les mots « du comité paritaire d'apprentissage » sont remplacés par les mots « de la commission C.A.I. » et les mots « ce sous-comité » est remplacé par les mots « cette sous-commission C.A.I. »;

5° au paragraphe 3, les mots « des comités paritaires d'apprentissage » sont à chaque fois remplacés par les mots « des commissions C.A.I. » et les mots « sous-comités paritaires d'apprentissage » sont à chaque fois remplacés par les mots « sous-commissions C.A.I. »;

6° au paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Sur l'avis du Conseil national du Travail » sont remplacés par les mots « Sur l'avis du Conseil économique et social de Wallonie », les mots « le Roi » sont remplacés par les mots « le Gouvernement wallon » et les mots « , du comité paritaire d'apprentissage du Conseil national du Travail, visé à l'article 53, » sont abrogés;

7° au paragraphe 3, alinéa 2, les mots « , du comité paritaire d'apprentissage du Conseil national du Travail, visé à l'article 53, » sont abrogés.

**Art. 18.** A l'article 50 de la même loi, modifié par la loi du 24 juillet 1987 et par la loi du 6 mai 1998, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « comités paritaires d'apprentissage » sont remplacés par les mots « commissions C.A.I. »;

2° l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 19.** A l'article 51 de la même loi, modifié par la loi du 20 juillet 1992, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « comités paritaires d'apprentissage » sont à chaque fois remplacés par les mots « commissions C.A.I. »;

2° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « les Ministres communautaires compétents » sont remplacés par les mots « le Membre du Gouvernement wallon compétent ».

**Art. 20.** A l'article 52 de la même loi, modifié par la loi du 24 juillet 1987 et par la loi du 6 mai 1998, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « comités paritaires d'apprentissage » sont à chaque fois remplacés par les mots « commissions C.A.I. »;

2° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « qui a l'Emploi et le Travail » sont remplacés par les mots « qui a la Formation »;

3° l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par les mots « et lui communiquent toute proposition de nature à améliorer le dispositif ».

**Art. 21.** Dans le Titre III de la même loi, le Chapitre II comportant l'article 53, inséré par la loi du 6 mai 1998, est abrogé.

**Art. 22.** Dans le Titre III de la même loi, le Chapitre II comportant l'article 54, inséré par la loi du 6 mai 1998, est abrogé.

**Art. 23.** Dans le Titre III de la même loi, le Chapitre II comportant l'article 55, inséré par la loi du 6 mai 1998, est abrogé.

**Art. 24.** Dans le Titre III de la même loi, le Chapitre II comportant l'article 56, inséré par la loi du 6 mai 1998, est abrogé.

**Art. 25.** Dans le Titre III de la même loi, le Chapitre II comportant l'article 57, inséré par la loi du 6 mai 1998, est abrogé.

**Art. 26.** L'article 58 de la même loi, modifié par la loi du 6 mai 1998, est remplacé par ce qui suit :

« Art.58. Les frais liés aux réunions des commissions C.A.I. organisées par l'O.F.F.A. sont pris en charge par ce dernier, selon les modalités déterminées par le Gouvernement wallon. ».

**Art. 27.** Dans la même loi, il est inséré, en ce qui concerne la Région wallonne, un Titre IIIbis intitulé « Surveillance et contrôle ».

**Art. 28.** Dans le Titre IIIbis inséré par l'article 27, il est inséré un article 60bis rédigé comme suit:

« Art. 60bis. La surveillance et le contrôle de la présente loi et de ses mesures d'exécution s'exercent conformément aux dispositions du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels. ».

**Art. 29.** A l'article 61 de la même loi, inséré par la loi du 24 juillet 1987 et modifié par la loi du 6 mai 1998, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Le Conseil national du Travail » sont remplacés par les mots « Le Conseil économique et social de Wallonie » et le mot « national » est remplacé par le mot « régional »;

2° à l'alinéa 2, les mots « de l'Emploi et du Travail » sont remplacés par les mots « de la Formation ».

**Art. 30.** A l'article 62 de la même loi, inséré par la loi du 24 juillet 1987 et modifié par la loi du 6 mai 1998, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « le Roi peut, après avis du Conseil national du Travail, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres » sont remplacés par les mots « Le Gouvernement wallon peut, après avis du Conseil économique et social de Wallonie »;

2° les mots « comités paritaires d'apprentissage » sont remplacés par les mots « commissions C.A.I. »;

3° les mots « et 53 » sont abrogés.

CHAPITRE II. — *Modifications au décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises*

**Art. 31.** L'article 2 du décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, modifié par le décret du 30 mai 2013, est complété comme suit :

« 17° contrat d'apprentissage industriel, ci-après dénommé C.A.I. : le contrat à durée déterminée par lequel le patron s'engage à donner ou à faire donner à l'apprenti industriel une formation en vue de l'exercice de la profession choisie, et par lequel l'apprenti s'oblige à apprendre sous l'autorité du patron la pratique de la profession et à suivre sous la surveillance de celui-ci, les cours nécessaires à sa formation. ».

**Art. 32.** L'article 5 du même décret, modifié par le décret du 30 mai 2013, est complété par un paragraphe 1<sup>ter</sup> rédigé comme suit :

« § 1<sup>ter</sup>. L'Institut a pour mission l'information, le support et la coordination du dispositif de l'apprentissage industriel de professions exercées par des travailleurs salariés par ou en vertu d'une disposition légale ou décrétable. ».

**Art. 33.** Le présent décret, à l'exception de l'article 28, entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2016.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juillet 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,

J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,

P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports, délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

—  
Note

(1) Session 2015-2016.

Documents du Parlement wallon, 541 (2015-2016) N<sup>os</sup> 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 19 juillet 2016.

Discussion.

Compte rendu intégral, séance plénière du 20 juillet 2016.

Vote.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/203972]

**20 JULI 2016. — Decreet tot wijziging van de wet van 19 juli 1983 op het leerlingwezen voor beroepen uitgeoefend door werknemers in loondienst (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet.

HOOFDSTUK I — *Wijzigingen in de wet van 19 juli 1983 op het leerlingwezen voor beroepen uitgeoefend door werknemers in loondienst*

**Art. 2.** In artikel 1 van de wet van 19 juli 1983 op het leerlingwezen voor beroepen uitgeoefend door werknemers in loondienst, gewijzigd bij de wet van 24 juli 1987, wordt het derde lid vervangen als volgt:

“De Waalse Regering kan, na de “Conseil économique et social de Wallonie” (Sociaal-economische raad van Wallonië) en, in voorkomend geval, na de bevoegde commissie industriële leerovereenkomst te hebben geraadpleegd, zoals bepaald in artikel 13, het toepassingsgebied van deze wet uitbreiden tot de in het tweede lid uitgesloten activiteitssectoren.”.

**Art. 3.** Artikel 2 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 mei 1998, wordt vervangen als volgt:

“Art. 2. In de ondernemingen die minder dan vijftig werknemers tewerkstellen is deze wet niet van toepassing op de beroepen waarvoor alternerende overeenkomsten aangegaan kunnen worden overeenkomstig het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie en van zijn uitvoeringsbesluiten.

Na het advies van de “Conseil économique et social de Wallonie” (Sociaal-economische raad van Wallonië) te hebben ingewonnen en op voorstel van een commissie industriële leerovereenkomst, hierna de “commissie C.A.I.” genoemd, kan de Waalse Regering evenwel toelaten dat in de ondernemingen bedoeld in het eerste lid, industriële leerovereenkomsten, hierna “C.A.I.” genoemd, gesloten worden overeenkomstig deze wet voor de in het eerste lid bedoelde beroepen.”.

**Art. 4.** In artikel 7, eerste lid, 10°, van dezelfde wet, worden de woorden “De rechten en” ingevoegd vóór de woorden “de verplichtingen”.

**Art. 5.** In artikel 13, tweede lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 24 juli 1987 en gewijzigd bij de wet van 20 juli 1992, worden de woorden “het bevoegde paritair leercomité” telkens vervangen door de woorden “de bevoegde C.A.I. commissie”.

**Art. 6.** Artikel 19, tweede lid, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

“Onverminderd de bepalingen vastgelegd in een door koninklijk besluit algemeen verbindend verklaarde collectieve arbeidsovereenkomst en op straffe van nietigheid mag niet worden afgeweken van de bij het eerste en het tweede lid vastgestelde aansprakelijkheid, tenzij, en alleen wat de aansprakelijkheid tegenover de patroon betreft, bij een besluit van de Waalse Regering.

**Art. 7.** In artikel 23, derde lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 24 juli 1987, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “aan het bevoegd paritair leercomité” worden vervangen door de woorden “aan de bevoegde C.A.I. commissie”;

2° in de Franse versie worden de woorden “à la demande de celui-ci” vervangen door de woorden “à la demande de celle-ci”.

**Art. 8.** In artikel 25 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 mei 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden “Na advies van de Nationale Arbeidsraad stelt de Koning het op de leerling toepasselijk maximum van de maandelijkse leervergoeding vast” vervangen door de woorden “Na advies van de “Conseil économique et social de Wallonie” (Sociaal-economische raad van Wallonië) stelt de Waalse Regering het op de leerling toepasselijk maximum van de maandelijkse leervergoeding vast”;

2° in paragraaf 2, derde lid, worden de woorden “die de Koning bepaalt, na advies van de Nationale Arbeidsraad” vervangen door de woorden “die de Waalse Regering bepaalt, na advies van de “Conseil économique et social de Wallonie” (Sociaal-economische raad van Wallonië);

3° in paragraaf 3 worden de woorden “Na advies van de Nationale Arbeidsraad bepaalt de Koning” vervangen door de woorden “Na advies van de “Conseil économique et social de Wallonie” (Sociaal-economische raad van Wallonië) bepaalt de Waalse Regering”.

**Art. 9.** In artikel 33, tweede lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 mei 1998, worden de woorden “het bevoegd paritair leercomité” vervangen door de woorden “de bevoegde C.A.I. commissie”.

**Art. 10.** In artikel 34bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 20 juli 1992, worden de woorden “het bevoegd paritair leercomité” vervangen door de woorden “de bevoegde C.A.I. commissie” en worden de woorden “het paritair leercomité” vervangen door de woorden “de bevoegde C.A.I. commissie”.

**Art. 11.** In artikel 37bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 6 mei 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2 worden de woorden "het bevoegd paritair leercomité" telkens vervangen door de woorden "de bevoegde C.A.I. commissie";

2° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden "Het bevoegd paritair leercomité" vervangen door de woorden "De bevoegde C.A.I. commissie";

3° in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden "Hierbij dient het bevoegd paritair leercomité" vervangen door de woorden "Hierbij dient de bevoegde C.A.I. commissie";

4° in paragraaf 3, derde lid, worden de woorden "het paritair leercomité" vervangen door de woorden "de bevoegde C.A.I. commissie";

5° in paragraaf 3, vierde lid, worden de woorden "dient het paritair leercomité" vervangen door de woorden "dient de bevoegde C.A.I. commissie";

6° in paragraaf 4, eerste lid, worden de woorden "het paritair leercomité" vervangen door de woorden "de bevoegde C.A.I. commissie" en worden de woorden "en het bij hem aangetekend beroep inwilligt" vervangen door de woorden "en het bij haar aangetekend beroep inwilligt";

7° in paragraaf 4, tweede lid, worden de woorden "het bevoegd paritair leercomité" vervangen door de woorden "de bevoegde C.A.I. commissie";

8° in paragraaf 5 worden de woorden "of nadat het bevoegd paritair leercomité zich overeenkomstig § 4 heeft uitgesproken" vervangen door de woorden "of nadat de bevoegde C.A.I. commissie zich overeenkomstig § 4 heeft uitgesproken";

9° in paragraaf 6, tweede lid, worden de woorden "de uitspraak van het paritair leercomité" vervangen door de woorden "de uitspraak van de bevoegde C.A.I. commissie";

**Art. 12.** In artikel 40bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 6 mei 1998, worden de woorden "het bevoegd paritair leercomité" vervangen door de woorden "de bevoegde C.A.I. commissie".

**Art. 13.** In artikel 43 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 6 mei 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "het bevoegd paritair leercomité" vervangen door de woorden "de bevoegde C.A.I. commissie";

2° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "het bevoegd paritair leercomité" vervangen door de woorden "de bevoegde C.A.I. commissie";

3° in paragraaf 4 worden de woorden "De Koning" vervangen door de woorden "De Waalse Regering" en worden de woorden "Nationale Arbeidsraad" vervangen door de woorden "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië).

**Art. 14.** In artikel 44, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 mei 1998, worden de woorden "aan het overeenkomstig artikel 49, § 3, tweede lid, georganiseerd secretariaat" vervangen door de woorden "aan het secretariaat van de bevoegde C.A.I. commissie".

**Art. 15.** In artikel 47 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 6 mei 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, derde lid, wordt het woord "volgens" vervangen door het woord "aan" en worden de woorden "aan het bevoegd paritair comité" vervangen door de woorden "aan de bevoegde C.A.I. commissie";

2° in paragraaf 2 worden de woorden "de Koning" vervangen door de woorden "de Waalse Regering" en worden de woorden "van het bevoegd paritair leercomité" vervangen door de woorden "van de bevoegde C.A.I. commissie".

**Art. 16.** In artikel 48, tweede lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 24 juli 1987 en bij de wet van 6 mei 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid worden de woorden "de voorzitter of het secretariaat van het bevoegd paritair leercomité" vervangen door de woorden "de voorzitter of het secretariaat van de bevoegde C.A.I. commissie";

2° in het vierde lid worden de woorden "aan het bevoegd paritair leercomité" vervangen door de woorden "aan de bevoegde C.A.I. commissie";

**Art. 17.** In artikel 49 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 6 mei 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

"§ 1. C.A.I. commissies worden op sectoraal niveau opgericht en steunen op kaderovereenkomsten van samenwerking inzake onderwijs, opleiding en beroepsinschakeling gesloten tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de beroepssectoren.

Elke C.A.I. commissie is samengesteld uit:

1° een voorzitter aangewezen op sectoraal niveau;

2° een gelijk aantal vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van werknemers en van de representatieve organisaties van werkgevers, voorgesteld op sectoraal niveau door de sociale partners die een kaderovereenkomst van samenwerking bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, hebben ondertekend;

3° een vertegenwoordiger van de « Office francophone de la formation en alternance » (Franstalige dienst alternerende opleiding) opgericht krachtens het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, hierna de "O.F.F.A." genoemd;

4° een vertegenwoordiger van het « Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises » (Waals instituut voor alternerende opleiding en zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen) opgericht krachtens het decreet van 17 juli 2003 tot oprichting van een "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises", hierna het "I.F.A.P.M.E." genoemd;

5° één vertegenwoordiger van het algemeen onderwijsbestuur.

De vertegenwoordigers bedoeld in het tweede lid, 1° en 2°, zijn stemgerechtigd.

De vertegenwoordigers bedoeld in het tweede lid, 3° en 2°, hebben een raadgevende stem.

De kaderovereenkomst van samenwerking bedoeld in het eerste lid bepaalt de modaliteiten van organisatie van de vergaderingen waaronder het beheer van het secretariaat.

Uiterlijk 31 maart van elk jaar maakt de bevoegde C.A.I. commissie een verslag over aan de "I.F.A.P.M.E." waarbij minstens melding wordt gemaakt van het aantal industriële leerovereenkomsten erkend door de betrokken sector, het aantal toegekende afwijkingen en het aantal verleende attesten van verworven vaardigheid, alsook de noemenswaardige elementen betreffende de uitvoering van de C.A.I. en de organisatie van de eindproeven.

Op basis van het verslag opgesteld door elke bevoegde C.A.I. commissie, maakt het "I.F.A.P.M.E." jaarlijks aan de Waalse Regering, aan de "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië) en aan het "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Waals Instituut voor evaluatie, toekomstverwachting en statistiek), een globaal verslag over met het geheel van de gegevens overgemaakt voor elke sector.;

2° in paragraaf 2 worden de woorden "paritaire leercomités" telkens vervangen door de woorden "C.A.I. commissies", de woorden "paritaire sub-leercomités" worden vervangen door de woorden "C.A.I. sub-commissies" en de woorden "een paritair sub-leercomité" worden telkens vervangen door de woorden "een C.A.I. sub-commissie";

3° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden "een aantal" vervangen door de woorden "één of meer" en worden de woorden "de Gemeenschapsregeringen" vervangen door de woorden "de Waalse Regering";

4° in paragraaf 2, derde lid, worden de woorden "door de Koning" vervangen door de woorden "door de Waalse Regering", de woorden "van het paritair leercomité" worden vervangen door de woorden "van de C.A.I. commissie" en de woorden "dit sub-leercomité" worden vervangen door de woorden "deze C.A.I. sub-commissie";

5° in paragraaf 3 worden de woorden "de paritaire leercomités" telkens vervangen door de woorden "de C.A.I. commissies", en de woorden "paritaire sub-leercomités" worden telkens vervangen door de woorden "C.A.I. sub-commissies";

6° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden "Na advies van de Nationale Arbeidsraad" vervangen door de woorden "Na advies van de Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië), de woorden "de Koning" worden vervangen door de woorden "de Waalse Regering" en de woorden ", het in artikel 53 bedoeld paritair leercomité van de Nationale Arbeidsraad" worden opgeheven;

7° in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden ", het in artikel 53 bedoeld paritair leercomité van de Nationale Arbeidsraad" opgeheven.

**Art. 18.** In artikel 50 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 24 juli 1987 en bij de wet van 6 mei 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "paritaire leercomités" vervangen door de woorden "C.A.I. commissies";

2° het tweede lid wordt opgeheven.

**Art. 19.** In artikel 51 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 20 juli 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "paritaire leercomités" worden telkens vervangen door de woorden "C.A.I. commissies";

2° in het eerste lid worden de woorden "het door de bevoegde Gemeenschapsministers" vervangen door de woorden "het door het bevoegde lid van de Waalse Regering";

**Art. 20.** In artikel 52 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 24 juli 1987 en bij de wet van 6 mei 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "paritaire leercomités" worden telkens vervangen door de woorden "C.A.I. commissies";

2° in het eerste lid worden de woorden "inzake Tewerkstelling en Arbeid" vervangen door de woorden "inzake Vorming";

3° het eerste lid wordt aangevuld met de woorden "en delen hem elk voorstel mee die de voorziening kan verbeteren".

**Art. 21.** In Titel III van dezelfde wet, wordt Hoofdstuk II dat artikel 53 inhoudt, ingevoegd bij de wet van 6 mei 1988, opgeheven.

**Art. 22.** In Titel III van dezelfde wet, wordt Hoofdstuk II dat artikel 54 inhoudt, ingevoegd bij de wet van 6 mei 1988, opgeheven.

**Art. 23.** In Titel III van dezelfde wet, wordt Hoofdstuk II dat artikel 55 inhoudt, ingevoegd bij de wet van 6 mei 1988, opgeheven.

**Art. 24.** In Titel III van dezelfde wet, wordt Hoofdstuk II dat artikel 56 inhoudt, ingevoegd bij de wet van 6 mei 1988, opgeheven.

**Art. 25.** In Titel III van dezelfde wet, wordt Hoofdstuk II dat artikel 57 inhoudt, ingevoegd bij de wet van 6 mei 1988, opgeheven.

**Art. 26.** Artikel 58 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 mei 1998, wordt vervangen als volgt:

Art. 58. De kosten i.v.m. de vergaderingen van de C.A.I. commissies georganiseerd door de O.F.F.A. worden ten laste genomen door laatstgenoemde volgens de modaliteiten bepaald door de Waalse Regering."

**Art. 27.** In dezelfde wet wordt er, wat betreft het Waalse Gewest, een titel IIIbis ingevoegd met als opschrift "Toezicht en controle".

**Art. 28.** In Titel III*bis*, ingevoegd bij artikel 27, wordt er een artikel 60*bis* ingevoegd, luidend als volgt:

"Art.60*bis*. De controle en het toezicht op de naleving van deze wet en van de desbetreffende uitvoeringsmaatregelen worden uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende de omscholing en de bijscholing."

**Art. 29.** In artikel 61 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 24 juli 1987 en gewijzigd bij de wet van 6 mei 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "De Nationale Arbeidsraad" vervangen door de woorden "Le Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië) en wordt het woord "nationaal" vervangen door het woord "gewestelijk";

2° in het tweede lid worden de woorden "van Tewerkstelling en Arbeid" vervangen door de woorden "van Vorming".

**Art. 30.** In artikel 62 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 24 juli 1987 en gewijzigd bij de wet van 6 mei 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "De Koning kan, na advies van de Nationale Arbeidsraad, bij een in Ministerraad overlegd besluit" worden vervangen door de woorden "De Waalse Regering kan, na advies van de "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië)";

2° de woorden "paritaire leercomités" worden vervangen door de woorden "C.A.I. commissies";

3° de woorden "en 53" worden opgeheven.

**HOOFDSTUK II.** — *Wijzigingen in het decreet van 17 juli 2003 tot oprichting van een "Institut wallon de formation et alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises" (Waals instituut voor alternerende vorming, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen)*

**Art. 31.** Artikel 2 van het decreet van 17 juli 2003 tot oprichting van een "Institut wallon de formation et alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises" (Waals instituut voor alternerende opleiding en van de zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen), wordt aangevuld als volgt:

"17° industriële leerovereenkomst, hierna "C.A.I." genoemd: de overeenkomst voor bepaalde tijd waarbij de patroon de verbintenis aangaat de industriële leerling een opleiding te verstrekken of te laten verstrekken met het oog op het uitoefenen van het gekozen beroep, en waarbij de leerling zich ertoe verbindt de praktijk van het beroep onder het gezag van de patroon aan te leren en onder diens toezicht de voor zijn opleiding noodzakelijke leergangen te volgen."

**Art. 32.** Artikel 5 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 30 mei 2013 wordt aangevuld met een paragraaf 1*ter*, luidend als volgt:

"§ 1*ter*. Het Instituut heeft als opdracht de informatie, de steun en de coördinatie van de voorziening van het industrieel leerlingwezen van beroepen uitgeoefend door loontrekkende werknemers bij of krachtens een wettelijke of decretale bepaling."

**Art. 33.** Met uitzondering van artikel 28, treedt dit decreet in werking op 1 augustus 2016.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 20 juli 2016.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,  
M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,  
P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,  
C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,  
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,  
R. COLLIN

Nota

(1) Zitting 2015-2016.

Stukken van het Waalse Parlement, 541 (2015-2016) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, openbare zitting van 19 juli 2016.

Bespreking.

Volledig verslag, openbare zitting van 20 juli 2016.

Stemming.